L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 30 MAI 1856.

Est publié par
CH. WEISSE & Co.
G. P. DUMAS, E. DUPARC,
E. DUBOCLET.

Rue de Chartres No. 61, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLÉANS,
VENDREDI MATIN, 30 MAI.

ABONNÉS A LA CAMPAGNE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la campagne, à raison de 25 cts par mois pour les dix numéros. Il ne se présente que les 5 premiers jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un laps de temps plus court, mais comme on leur ouvrirait un compte particulier pour une somme inférieure à celle ci-dessus, ce qui nécessiterait un surcroît de comptabilité, nous avons résolu de tout concilier en maintenant invariable le prix de 25 cts par mois, et en accordant à tous ceux qui désireront s'abonner pour moins de dix numéros, la faculté de prendre à la fin de chaque mois, le nombre de numéros qu'ils voudront, sans être astreints à prendre un nombre déterminé.

Nous espérons que cette mesure sera bien accueillie par nos abonnés de la campagne, et qu'ils nous aideront à répandre le journal dans leurs localités respectives.

LIBERTÉ DE LA PRESSE.

La liberté de la presse n'est guère compatible avec les gouvernements absolus. Partout elle est soumise à une censure plus ou moins rigoureuse partout où le pouvoir est concentré par un seul homme. La presse est libre dans les monarchies constitutionnelles, mais elle ne saurait l'être en Russie, en Autriche ni en France. Que les gouvernements de ces derniers États fassent disparaître toutes les bornes et toutes les barrières, et qu'ils opposent des mers de troupes aux mers de papier, ils n'en seront pas moins forcés de compter avec l'opinion publique, qui, tôt ou tard, finira par briser les digues les plus solides. Le despotisme, quelque naturel, pour ainsi dire, qu'il soit de *l'intérêt de la Belgique* de conjurer d'avance.

Il n'appartient donc tout simplement, pas le droit, il est pour *la Belgique un avertissement*. Cet avertissement et d'autre en paroil cas sont innombrables. Nous ne sommes pas étonnés de l'agitation que la lecture de cette partie du vingt-deuxième phrase a causé en Belgique. Le comte Walewski, malgré toutes ses réserves de langage et toutes ses protestations, demeurait virtuellement l'abolition de la liberté de la presse dans un État fondé par deux des plus libres des nations royennes représentées au congrès de Paris.

Nous ne comprenons pas que le plénipotentiaire de Louis-Napoléon ait exprimé une pareille opinion et de pareils désirs en présence du représentant de la Grande Bretagne, car *la presse est libre en Belgique*, elle l'est bien plus en Angleterre, et ce qui ne paraîtra pas dans les journaux de Londres contre le gouvernement impérial de la France où, naturellement fort que ce qui paraît dans les journaux de Bruxelles. M. Walewski au rapport, avec infiniment plus de raison, proposer au gouvernement anglais d'imposer silence à ses journalistes.

Il va sans dire que l'opinion de la presse en Belgique est fortement protestée contre l'insinuation du M. Walewski, semblait me traiter ce dernier pays. La question a été également discutée au parlement anglais, et dans une des dernières séances de la chambre haute, lord John Russell, dans un discours sur le congrès de Paris, a cru à propos suivant :

A la suite de ces protocoles, il paraît que le ministre représentant de la France a son mis au Congrès l'état de la presse en Belgique et a positivement exprimé le désir que son gouvernement fût appelé à faire quelque chose pour la liberté de la presse, mais ce qui m'étonne, c'est l'expérience que j'ai acquise, que la conséquence naturelle de cette liberté, (écoutez bien!)

Lord Chatam comparait la presse à l'abeille, et je ne sache pas que, sous ce rapport, la presse ait jamais été plus active qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il rappelle que, récemment encore, des journaux belges ont été prêcher la société dans la machine de guerre dirigée contre le repos et la tranquillité intérieure de la France par les chefs-mêmes de l'émeute, qui, forts de l'impunité qu'ils trouvaient à l'abri de la législation belge, nourrissent l'espoir de pouvoir prévenir à réaliser leurs coupables desseins.

M. le comte Walewski déclare que l'unique désir du gouvernement de l'Empereur est de conserver les meilleurs rapports avec la Belgique. Il ne tarde à ajouter que la France a qu'à se louer de l'amitié du roi Léopold, de ses efforts pour atténuer un état de choses qu'il n'est pas à même de changer, en lui faisant ne lui promettant, ni de reprimer la licence de la presse, ni de faire cesser la guerre d'invectives qu'elle soutient depuis longtemps contre la France. Ces représentations du plus fort au moins fort ressemblent trop à la menace pour que nous ne nous en alarmions pas à juste titre. Qu'a-t-il donc à craindre? Quelle est la nature de ses griefs? Si les représentants des grandes puissances de l'Europe, supposant, au même jour, de nombreux griefs à la même presse, jugeaient opportun d'émettre leur opinion à cet égard, il est probable que le gouvernement belge s'appuyant sur l'assentiment général du pays, ne croirait en mesure de mettre fin à un état de choses qui ne peut manquer tôt ou tard, de faire de nuire des différents et même des dangers qu'il est